

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINT-PIERRE

ARRETE TVX 0839 PR2024

**PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DU
STATIONNEMENT DANS LA RUE MARIUS ET ARY LEBLOND
AU CENTRE-VILLE DE SAINT-PIERRE**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU les articles L.2131-1, L 2212-2 et suivants, L 2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et suivants, 2214-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412-51, R 417, R 417-10, R 417-11 et suivants ;

VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.622-2, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU l'arrêté municipal DRH2023-169 portant délégation de signature à Madame Magalie POTHIN Directrice générale Adjointe des Services ;

VU le Règlement de la Voirie Communale ;

CONSIDERANT que pour permettre à l'entreprise **BOURBON LUMIERE (raison sociale), BL (sigle), OMEXOM-CITEOS (enseigne), Siret 310 879 713 00082**, sise au 1 A, avenue Charles Isautier 97410 SAINT-PIERRE (Tél : 0262 35.16.29 - Fax : 0262 35.15.07 – Mail : erika.lebon,@omexom.com), **de réaliser des travaux de déroulage de câbles pour le renforcement aérien, dépose et pose de poteaux EDF**, dans la rue Marius et Ary Leblond portion comprise entre la rue Caumont et la rue Luc Lorion au Centre-Ville de Saint-Pierre, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement, **DU 21 OCTOBRE 2024 AU 25 OCTOBRE 2024**.

ARRETE

ARTICLE 1/ DU 21 OCTOBRE 2024 AU 25 OCTOBRE 2024, de 08h30 à 15h30, dans la rue Marius et Ary Leblond portion comprise entre la rue Caumont et la rue Luc Lorion au Centre-Ville de Saint-Pierre, la chaussée est rétrécie.

ARTICLE 2/ La vitesse est limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3/ Les véhicules venant de la rue Caumont ont une interdiction de tourner à gauche et une obligation de tourner à droite.



ARTICLE 4/ Un panneau itinéraire conseillé sera mis en place :

- à l'intersection de la rue Caumont et de la rue des Bons Enfants
- dans la rue du Lavoir à l'intersection de la ruelle du Lavoir

ARTICLE 5/ La circulation piétonne est interdite et déviée sur le trottoir opposé.

Un accès aux véhicules de secours est maintenu en permanence.

ARTICLE 6/ Le stationnement est interdit au point d'intervention et toute gêne occasionnera la mise en fourrière des véhicules.

ARTICLE 7/ Les fouilles doivent être remblayées, compactées et une réfection provisoire doit être réalisée en enrobé à froid ou en béton la nuit afin de laisser libre circulation aux différents usagers.

La réfection définitive doit se faire sur 30 cm de part et d'autre de la tranchée à l'identique **au plus tard le 25 OCTOBRE 2024.**

ARTICLE 8/ L'entreprise est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature qu'elle serait susceptible de causer à autrui, à ses biens ou au domaine.

ARTICLE 9/ Le présent arrêté sera dûment affiché dans sa totalité sur les panneaux de signalisation des travaux de début et fin de chantier selon les règles en vigueur.

L'entreprise est tenue de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire en vigueur conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livret 1-huitième partie signalisation temporaire) approuvée le 06 novembre 1992.

ARTICLE 10/ Intervention d'office – Lorsque les travaux ne sont pas conformes aux prescriptions figurant dans l'accord technique préalable et/ou aux règles de l'art, la Direction des Services Techniques intervient pour y remédier après mise en demeure préalable restée sans effet dans un délai de quinze jours.

Cette disposition reste valable, durant l'année qui suit le constat d'achèvement des travaux, sans délai, en cas de péril pour la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 11/ Si un changement survient pendant la période d'occupation du domaine public, l'entreprise est tenue d'en informer la commune dans les plus brefs délais ; faute de quoi, elle reste titulaire de cette autorisation jusqu'à sa limite de validité et par conséquent responsable selon les termes du présent arrêté.

ARTICLE 12/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.



ARTICLE 13/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

ARTICLE 14/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale et l'entreprise sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le

08 OCT. 2024

Le Maire

Pour le Maire et par Délégation
La Directrice Générale Adjointe
des Services

Magalie POTHIN

